

## MAZZINI ET KOSSUTH

En recueillant, au Musée National Hongrois de Budapest, un grand nombre de documents<sup>1</sup>, dont quelques-uns très considérables et très importants, relatifs à Louis KOSSUTH, M. Jenő KASTNER, professeur d'italien à l'Université de Pécs, vient de rendre un service capital à l'histoire du *Risorgimento* italien en général, et en particulier à celle des années 1849-1853, qui figurent parmi les plus tristes de cette époque à la fois héroïque et fertile en vicissitudes plus ou moins glorieuses. Ces documents sont pour la plupart des lettres adressées à Kossuth par ses nombreux correspondants secrets dans les villes d'Europe et surtout d'Italie, à une époque où l'ex-gouverneur de la Hongrie se trouvait relégué à Kutahia, en Asie-Mineure ; correspondants au premier rang desquels figure MAZZINI en personne. Ce sont aussi les réponses de Kossuth à ces lettres. M. Kastner publie ces pièces en appendice à son propre travail qui consiste en un commentaire des événements qui ont donné lieu à cette active correspondance, ainsi que d'autres lettres plus brèves et déjà publiées par ailleurs. On peut regretter que le texte même de l'auteur soit si bref ; d'autre part, comme il donne toutes les lettres dans le texte original, il en résulte que son livre est écrit en quatre langues : italien, français, allemand et anglais. Mais M. Kastner donne la traduction en italien de tous les textes allemands et anglais. On sait du reste que le français, langue diplomatique de toujours, était à cette époque également la langue internationale par excellence, et ce prestige, survivance du rayonnement politique de la France au xvii<sup>e</sup> siècle et de son rayonnement intellectuel au xviii<sup>e</sup>, n'était pas encore près de s'éteindre. C'est en français que communiquaient tant les révolutionnaires de tous les coins d'Europe, dans leurs rapports secrets, que les souverains, leurs ennemis implacables. En outre, le français a joué un rôle particulier pendant le *Risorgimento* parce que c'était la langue maternelle de Cavour. Mazzini, lui, s'exprime dans

1. Eugenio KASTNER, *Mazzini et Kossuth*. Studi e documenti di storia del Risorgimento n° IV. Firenze, Felice Le Monnier, 1929. 8°, VII, 244 p.

un français maladroit, chargé d'italianismes, et Kossuth lui répond dans un français plus pittoresque encore. Nous croyons que l'anglais de Kossuth ne vaut guère mieux. Quoi qu'il en soit, M. Kastner, professeur d'italien et dans une Université hongroise (Pécs) dont c'est l'honneur de cultiver particulièrement les liens intellectuels avec l'Italie, a publié son exposé en italien et a édité son volume à Florence. Il en a jugé excellemment, car son livre se trouve de la sorte non seulement sauvé de l'isolement auquel sera toujours condamnée la langue hongroise, mais, avant tout, accessible directement au public auquel il est plus spécialement destiné : le public intellectuel italien, et, au premier rang, les historiens du Risorgimento. Nous croyons savoir qu'une longue captivité en Italie, pendant la guerre, n'a pas été étrangère à l'orientation italienne du professeur Kastner. Que les guerres seraient donc fécondes, si elles ne devaient aboutir qu'à ces fructueux échanges de l'intelligence ! Voilà une conséquence imprévue, et bienfaisante, à laquelle certes les diplomates de 1914 n'avaient jamais songé.

Mais si M. Kastner doit ainsi quelque chose à l'Italie, l'Italie lui doit encore davantage. Et nous voici ramené, après quelques remarques de détail, à exposer pourquoi la contribution de ce livre est si importante ; il nous semble même qu'elle l'est de deux manières, par rapport à l'époque qu'il traite, et par rapport à l'époque où il voit le jour. Examinons successivement ces deux points.

## I

La période qui s'étend de 1849 à 1853 est marquée en Europe par un retour foudroyant de la réaction. Le Piémont a été écrasé à Novare, la Hongrie à Világos, l'insurrection de juin à Paris a été noyée dans le sang ; Metternich triomphe ; en France même, Louis-Napoléon Bonaparte, élevé à la présidence de la République, a oublié ses théories et ses actes de « carbonaro » ; il fait, contre la liberté, le coup d'Etat, et un an plus tard, l'Empire. Qui se douterait alors qu'au bout de sept autres années il chevaucherait un jour dans les plaines du Pô pour l'indépendance italienne ? Après une bien courte éclipse, marquée par des Républiques éphémères, française, hongroise, vénitienne ou romaine, l'absolutisme s'est réinstallé dans toute l'Europe, et — semble-t-il — pour longtemps.

Si encore les chefs du mouvement dit libéral s'entendaient entre eux, sinon à travers l'Europe, du moins en Italie même ! Mais on sait de quoi il retourne. En Italie se heurtent au moins trois courants assez distincts pour s'annuler parfois l'un l'autre, faire obstacle en tout cas à l'œuvre commune de libération : les monarchistes, particulièrement représentés en Piémont, rêvent d'un royaume de

l'Italie du Nord avec le Lombard-Vénitien ; bien peu portent comme Cavour, leurs regards au-delà du Pô, jusqu'à Rome. Puis les républicains, Mazzini et Garibaldi en tête (celui-ci n'est pas encore, à l'époque dont nous parlons, entré réellement en scène) ; enfin les « guelfes » qui continuent la tradition de Gioberti et qui voudraient une Confédération des Etats italiens sous la présidence du Pape. Seuls, ainsi, les républicains sont vraiment unitaires.

Mais il n'y a pas que les luttes sournoises et parfois éclatantes qui vont mettre aux prises Cavour et Mazzini, Cavour et Garibaldi, aujourd'hui également célébrés comme les fondateurs de l'unité italienne aux côtés du roi Victor-Emmanuel II, que l'histoire révèle sous un jour sans cesse moins favorable : il est brave, comme tous les princes de sa maison, mais il a peu de vues politiques, il obéit toujours à quelqu'un, tour à tour Cavour ou l'un de ses adversaires ; il est léger et grossier à la fois, il n'aime que son cheval et son fusil, de guerre ou de chasse ; il mène une vie frivole au côté de ses maîtresses, généralement de basse extraction, qui se succèdent avec la même rapidité que ses ministres ; et Henningsen, après d'autres, le dépeint comme incapable de garder un secret. Bien pis, c'est aux femmes qu'il le confie, et vingt-quatre heures après, toute l'Autriche le connaît. En somme, un Henri IV au petit pied, aussi vaillant et aussi coureur, mais dénué d'idées. Il faut bien la patine du temps, et l'enseignement officiel et simplifié de l'histoire par l'école, pour qu'aux yeux du peuple italien les quatre héros de l'indépendance semblent avoir été d'égale valeur et avoir surtout agi de concert.

Il y a justement dans le livre de M. Kastner une pièce capitale qui éclaire ces divergences et offre un tableau extrêmement clair et extrêmement détaillé de l'état de l'Italie en 1851 (juin). C'est le rapport à Kossuth du capitaine anglais Henningsen, son ami éprouvé, envoyé par lui secrètement en Italie pour se rendre compte de la situation *de visu*. Au prix des plus graves périls, Henningsen s'est embarqué à Constantinople pour Salonique, et grâce à un voyage aventureux à travers la Thessalie et l'Albanie, et à de faux passeports, il a pu débarquer à Corfou puis à Bari. De là il a parcouru toute l'Italie. Nous ne sommes pas sûrs que le tableau qu'il en fait ne soit pas un peu trop favorable au parti républicain, qu'il dépeint comme le plus actif, le plus énergique, le mieux organisé, et le plus riche d'avenir. A l'en croire, si le royaume de Naples et même la Toscane sont encore plongés dans l'apathie et la superstition, si le libéralisme y fait peu de progrès (rendus moins aisés, dans ce dernier pays, parce que moins désirables, le régime Habsbourg-Lorraine étant alors cité dans l'Europe entière comme l'un des plus doux) en revanche Rome tout entière brûle d'ardeur pour la cause italienne, dont elle sera d'ailleurs la première à profiter. Les souvenirs de l'éphémère et héroïque République romaine ne sont pas éteints ; le nom de

Mazzini y jouit d'un prestige immense ; il ne se passe pas de jour sans que les sbires du pape ne subissent dans les rues les pires affronts. L'enthousiasme et la résolution ne le cèdent en rien en Romagne, qui fait aussi partie des Etats de l'Eglise. Dans le Lombard-Vénitien, tout ce qui n'est pas autrichien ou austrophile est républicain et prêt à marcher également au premier signal. Le point noir, c'est précisément le Piémont. Là sévissent les querelles intestines, mais là encore elles tournent au profit de la République : la Ligurie est républicaine, sauf la population cléricale des montagnes. Gênes et Turin sont de vieilles rivales ; pour échapper au royaume piémontais, Gênes n'hésitera pas à se rallier à l'idée de la Grande-Italie, avec Rome pour capitale. La Savoie n'est pas sûre non plus pour Turin ; elle est trop cléricale ou trop excentrique ; déjà elle regarde vers la France ; mais Mazzini rêve plutôt pour elle d'une union avec la Suisse augmentée également du Tyrol. Mazzini sentait déjà qu'une Italie unifiée, et dont la langue serait la principale charpente et la principale raison d'être, devrait renoncer un jour à la Savoie, de langue allogène et de situation extérieure aux Alpes ; il ne pourrait plus être question, dès lors, d'un royaume bilingue comme celui qui avait donné le jour, presque en même temps, à Alfieri et à De Maistre. Mais Mazzini ne prévoyait pas l'importance que prendrait dans la Savoie du nord le courant suisse en 1860, au moment de l'annexion ; ni le courant analogue qui, en 1919, pousserait le Vorarlberg vers la Confédération suisse — deux manifestations qui, pour les mêmes raisons, furent étouffées par les puissants du jour. Le plébiscite n'a jamais été fait au Vorarlberg ; et en Savoie, on sait la manière dont il fut fait.

Kossuth fut d'abord, en ces-matières, moins affirmatif que Mazzini. Mais Henningsen, qui admire ce dernier sans réserves, termine son rapport en dépréciant autant qu'il peut cette majorité de Piémontais demeurés monarchistes, et qui craignent la déchéance de Turin dans une Italie unie... Henningsen est sévère pour la dynastie et pour les officiers qui semblent rivaliser à ses yeux de tiédeur et d'inaction, voire de crainte de la guerre ; il montre même dans le prince de Carignan une sorte d'agent de l'Autriche.

Quel fut le résultat de ce rapport, véritable chef-d'œuvre du genre, qui surestime à un si haut degré la valeur et l'importance du mouvement républicain ? Il fut capital, sinon pour la suite réelle des événements, du moins pour leur cours momentané ; il leva tous les doutes de Kossuth quant à la possibilité d'une insurrection ; il lui imprima une allure précipitée, et elle eut lieu le 6 avril 1853. Triste date ! Ce fut un échec de plus ; après Pepe, après les frères Bandiera, après Novare, c'était le tour des martyrs de Belfiore. Mais l'étoile de Cavour, à Turin, n'est pas encore levée. Car Henningsen n'avait pas prévu que le grand homme d'Etat saurait poursuivre tenacement, mais par d'autres voies, des

desseins à peu près identiques ; qu'il assurerait à la cause italienne l'appui inestimable d'un des chefs même de la « réaction » européenne, Napoléon III ; qu'il saurait, lui seul, mater les impatiences, se servir en sous-main des partisans de la république ou de la révolte, et les renier à haute voix ; que lui seul aussi entraînerait le Piémont tout entier à l'idée de la Grande Italie, en le faisant, contre toute résistance intérieure, s'affirmer devant l'Europe par sa participation à la guerre de Crimée, au cours de laquelle l'Autriche, demeurée neutre, n'osa pas rendre à la Russie le service que celle-ci lui avait rendu en 1849 contre la Hongrie ; qu'enfin il concilierait l'idée monarchique et l'idée unitaire en les fusionnant et en leur assignant le même but ; et qu'ainsi l'Italie serait faite, Rome capitale, selon les vœux des républicains — mais au profit de la maison de Savoie. Ni Rome, ni Turin : Turin transporté à Rome. Ce que Mazzini et Garibaldi n'auraient jamais réussi par l'insurrection intérieure et la guerre civile, Cavour le réalisa par la guerre étrangère — « sa » guerre, âprement voulue et poursuivie — et aussi, en opposant les puissances l'une à l'autre, grâce à ses dons de diplomate européen. Et c'est à lui finalement que Kossuth devait se rallier, au grand désespoir de Mazzini outré de cette défection, mais au grand avantage et de la Hongrie et de l'Italie qui, misant en quelque sorte l'une sur l'autre, tiraient l'Autriche en respect.

Le livre de M. Kastner est, pour ainsi dire, plein du silence de Kossuth, et des demandes réitérées, puis anxieuses de Mazzini. Il est vrai que le Musée National Hongrois conserve naturellement les lettres adressées à Kossuth, et que c'est à leur publication que M. Kastner s'est attaché. Les lettres de Kossuth à Mazzini, en revanche, sont restées en possession de ce dernier, qui d'ailleurs, en proscribait, « vivait dangereusement » et détruisait la correspondance qu'il recevait. Mais si l'accord entre Mazzini et Kossuth fut si long à se réaliser, c'est qu'une profonde divergence de tempérament séparait ces deux patriotes. Kossuth était plus prudent, plus réservé, plus « homme d'Etat » ; on lui avait longtemps représenté Mazzini comme un rêveur généreux, un pur théoricien, perdu dans les nuées des systèmes, voire du système socialiste ; dépourvu de toute qualité organisatrice ; ni soldat, ni diplomate, ni homme d'Etat. Il fallut, pour le détromper, le rapport de Henningsen et les lettres du colonel Alessandro Monti, qui défend lui aussi Mazzini avec chaleur. Mais il y avait néanmoins du vrai dans cette opposition des caractères : Kossuth ne s'y trompa pas. Seulement, après l'entrevue de Londres entre les deux hommes, Kossuth se décida à activer l'allure, devenu subitement plus enthousiaste et plus illuminé que Mazzini : il croyait dur comme fer à l'appui armé des Etats-Unis. C'est alors que recommencent les discussions, provoquées notamment par l'incident des billets de banque signés de Mazzini et de Ledru-Rollin et sur lesquels la

signature de Kossuth avait été ajoutée sans son consentement. De plus, l'emprunt contracté par Kossuth lors de son voyage triomphal en Amérique servit à armer la révolution, non à la financer. C'est alors enfin que, le général Vetter ayant été remplacé, à la tête des troupes hongroises d'Italie, par le colonel Türr, ce dernier fournit à Kossuth tous les plans de l'insurrection lombarde. Elle eut lieu à Milan le 6 février 1853 ; on connaît son résultat. Türr, trahi par le gouvernement piémontais, n'avait pas même pu franchir la frontière lombarde ! Et Kossuth crut nécessaire de le renier par la suite. L'insurrection, préparée en grande partie par les Hongrois, fut organisée au dernier moment par Mazzini — et une fois de plus ce furent les Italiens qui payèrent.

Tels sont quelques-uns des événements, en partie obscurs encore, sur lesquels le consciencieux travail de M. Kastner projette une vive et utile lumière. Tout n'est pas dit encore sur cette douloureuse période du Risorgimento, mais, grâce à M. Kastner, quelques pas de plus ont été faits vers la vérité historique.

## II

Cependant le livre de M. Kastner ne contient pas seulement une précieuse contribution à l'histoire d'Italie ; il sert aussi à l'histoire de la Hongrie, et l'on comprendra que dans cette revue nous ne négligions pas ce dernier domaine. Mieux encore ; c'est à l'histoire contemporaine de la Hongrie, et plus généralement à toute une philosophie de l'histoire contemporaine que contribue la correspondance de Kossuth. Elle contient à nos yeux un véritable enseignement pour notre temps, et on voit combien Kossuth, voici 80 ans, avait vu juste sur la situation de sa patrie, alors même que l'avenir ne devait pas assurer la réalisation de ses plans. Dès 1867, un an après Sadowa, Deák profita de l'affaiblissement de l'Autriche pour signer le compromis austro-hongrois ; c'était, en quelque sorte, le côté « sage », le courant Széchenyi, qui triomphait. Kossuth ne put jamais rentrer dans sa patrie. Son exil était la condition de la paix de la Hongrie avec l'Autriche. S'il put agir de loin, ce ne fut qu'indirectement, par la création de ce « parti Kossuth » qui devait survivre à la mort de son chef (1894) et même à la dernière guerre. En 1919 la Hongrie ne fut République que pendant quelques mois (et quelle République !) mais, au prix de l'invasion étrangère et surtout du démembrement, elle a recouvré son indépendance. C'est à ce titre qu'on put en 1921 déposer une couronne sur la tombe du héros de l'indépendance hongroise avec ces mots : « O Kossuth, tu as vaincu ! » Là encore, le compromis a été fait entre la domination habsbourgeoise et la République indépendante, comme il avait été fait en Italie entre l'esprit de Turin et l'esprit de Rome.

Mais si l'indépendance est réalisée, si d'autre part les vues de Kossuth en 1850 concernant la question des nationalités sont souvent prophétiques, une grande partie des malheurs actuels de la Hongrie provient du fait que, matée par l'Autriche, elle n'a pu écouter Kossuth à temps. Kossuth ne méconnaissait pas l'existence et déjà la gravité du problème des nationalités, qui semblait s'être révélé d'un coup par leur insurrection de 1848 sous la direction du ban de Croatie Jelasitch. Mais il proposait un remède et une solution. Ses idées sont contenues dans le rapport qu'il adresse de Kutahia à Mazzini, sur la demande de ce dernier, le 26 avril 1851 : « Exposé des principes de la future organisation politique de l'Hongrie (*sic*). » Et il suffit de comparer à ce projet ce qui est advenu réellement de l'ancienne Hongrie, pour se rendre compte à la fois du fait qu'il avait vu juste et qu'il n'a pas réussi. Les nationalités auxquelles il refusait l'indépendance, certaines fautes aussi des Hongrois, ont été plus fortes que lui.

Tout d'abord, quel destin tragique devait unir dans une même lutte contre un même oppresseur — l'Autriche — deux nations de conditions politiques aussi différentes que l'Italie et la Hongrie ! L'Italie alors n'est pas un Etat, mais une expression géographique ; tous les Etats de l'Italie visent à s'unir en un seul. La Hongrie, au contraire, est un Etat depuis neuf siècles, deux fois détruit et partagé et deux fois renaissant. Mais sur son sol, elle contient une moitié de populations non hongroises ; or l'idée de nationalité a fait son apparition dans toute l'Europe, derrière les soldats de cette Révolution française qui avait donné un sens à l'idée de nation ; elle se retourne plus tard contre Napoléon, ce fils de la Révolution ; elle va se tourner enfin contre ce peuple hongrois qui revendique sa nationalité vis-à-vis de l'Autriche, mais qui la refuse aux autres et qui pour la même raison verra des ennemis se dresser dans son propre sein. Car il est, lui, à la fois opprimé et « oppresseur ». De sorte que, si l'idée de nationalité ne pouvait que profiter à l'Italie, elle a agi, en ce qui concerne la Hongrie, dans un sens à la fois favorable et défavorable, et c'est l'annulation de ces deux courants contraires qui a abouti à la situation actuelle, et déjà au compromis de 1867. Les ennemis de nos ennemis sont nos amis. La « *felix Austria* » ne devait point l'oublier, et Metternich, en 1848, savait ce qu'il faisait en excitant les Slaves et les Roumains contre la Hongrie. De là, pour celle-ci, la nécessité de se défendre ; l'*exposé* de Kossuth est, après la révolution, l'un des aspects de cette défense.

En d'autres termes, l'idée pour laquelle la Hongrie de Kossuth luttait aux côtés de l'Italie de Mazzini allait, malheureusement pour la première, porter ses fruits également contre elle. Le résultat est net : du Brenner à la Sicile règne aujourd'hui un seul Etat ; mais la nation de Kossuth, alors vaste province de l'Autriche, est aujourd'hui un Etat trois fois plus petit que cette province. Un seul

et même principe a libéré les deux peuples ; mais ce principe a mutilé la Hongrie et pour ainsi dire multiplié l'Italie ! En 1815-1848, la tendance est à l'unification, à la fusion de plusieurs Etats ; depuis la dernière guerre, elle vise en sens contraire, au morcellement. Pologne et Yougoslavie exceptées, les autres jeunes nations se sont formées d'un fragment d'une nation plus étendue : c'est le cas pour l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Albanie, les Etats de la côte baltique ; il y a aujourd'hui, en Europe, davantage d'Etats qu'avant la guerre, et surtout, davantage de petits Etats. Si l'on considère, vis-à-vis de l'extérieur, l'ancienne Double-Monarchie comme un tout, on peut dire que l'Europe d'avant guerre était essentiellement composée de grandes puissances au-dessus de 30 ou même de 30 millions d'habitants et de petits pays en dessous de 10 millions ; c'est l'après-guerre qui a vu naître, sur les ruines de l'Autriche-Hongrie surtout, des Etats moyens (de 10 à 20 millions d'habitants).

La situation actuelle est la conséquence d'une destruction des derniers vestiges des traités de Francfort, de Berlin, de Vienne, et de ceux qui avaient mis fin à l'existence de la Pologne. Mais en plein xix<sup>e</sup> siècle, sous le Risorgimento notamment, le mot d'ordre est la destruction du seul traité de Vienne. A ce titre, il réveille les espoirs que la Révolution française avait fait naître chez les nationalités d'Europe, et qui avaient été sanctionnés en partie par la fondation, autour de 1800, de quelques Républiques sœurs de la République française ; c'est le cas, ici encore, en Italie surtout. Mais un fils de la Révolution, Napoléon, a tué à son tour ces principes à force de les vouloir porter trop loin, et à son seul profit ; dès lors c'est contre lui que se retournent, pour la libération, les nationalismes naissants. Premier paradoxe : le mouvement nationalitaire est l'ennemi à la fois de Napoléon et du traité de Vienne, conclu contre lui et qui met fin à son rôle en Europe.

Il en est un second, et qui nous concerne plus directement. La Société des Nations a été fondée pour assurer un ordre à la fois politique et social. Plus exactement, pour maintenir le nouvel ordre politique et l'ancien ordre social, le premier contre les vaincus, le second contre la révolution, devenue communiste et par là ennemie de la Révolution politique de 1789, sur les principes de laquelle est basée la société moderne, et dont émane la Société des Nations elle-même. En un siècle, il s'est donc produit un décalage. La lutte n'est plus entre une Sainte-Alliance absolutiste et une révolution libérale et nationale ; elle est entre le libéralisme et le communisme. Mais par rapport l'une à l'autre, les positions sont les mêmes. Il y a, certes, d'autres différences : l'opinion ne se concentre plus autour de deux pôles comme il y a un siècle, mais autour de trois, le troisième étant l'esprit fasciste ou si l'on veut dictatorial, avec le retour de vogue dont les idées d'autorité jouissent depuis la dernière guerre. L'Angleterre ne sabote pas la Société des Nations



comme elle a saboté la Sainte-Alliance. Le principe de non-intervention n'est plus aujourd'hui représenté par elle seule, en face d'une Sainte-Alliance interventionniste et prête à réprimer chez les autres les tendances qui ne lui plaisent pas. Aujourd'hui c'est le communisme et non la Société des Nations, qui intervient dans les affaires intérieures des Etats. Enfin, en 1815, le même Etat représente à la fois le vaincu et la révolution : c'est la France. Aujourd'hui il y en a au moins deux ; l'Allemagne et la Russie — tous deux, au début, extérieurs à la Ligue. Il est vrai qu'il y avait deux Frances en 1815, la bourbonnienne et la napoléonienne, têt confondue avec la libérale dès les erreurs des Bourbons triomphants. Mais la tactique de la Sainte-Alliance avait consisté précisément à les dresser l'une contre l'autre. En invitant l'Allemagne à prendre rang dans son sein, en l'alignant en quelque sorte sur le front des nations d'ordre, la Société des Nations fait un peu la même chose. Car, qu'elle le veuille ou non, toute alliance, à moins qu'elle ne soit universelle, aura toujours une pointe dirigée contre qui n'en fait pas partie. De sorte que la révolution, en l'espèce, la Russie, se trouve automatiquement visée ; il est vrai encore qu'il ne dépendrait que d'elle d'entrer dans la Société des Nations, et que c'est elle qui se tient à l'écart d'une institution dont les principes sont inconciliables avec les siens.

Si au cours de cette digression nous nous sommes permis de jeter un coup d'œil rapide sur des faits qui semblent au premier abord tout à fait étrangers à la question qui nous occupe, c'est que le rapport n'est au fond pas si lointain qu'on le pense. Bon gré mal gré, la Société des Nations consacre un ordre établi. On a beau dire qu'autrefois les Etats imposaient leur volonté par la guerre, qu'il n'y avait plus d'appel à une situation créée par la force, sinon par le jeu d'une nouvelle guerre, en réalité ces guerres successives, en s'annulant, portaient d'un côté à l'autre la balance de l'histoire. Aujourd'hui, on s'efforce de maintenir le balancier en un milieu certes plus équitable : mais ce milieu n'est pas le juste milieu, il consacre le triomphe d'une partie de l'univers (la plus nombreuse) sur l'autre, et tout ce que nous venons de dire prouve justement que, du fait de l'assentiment et de l'alliance des Etats pour maintenir la paix, le balancier semble être plus fixe aujourd'hui qu'autrefois. Le Pacte de la Société des Nations laisse la porte ouverte aux révisions pacifiques. Mais justement parce qu'elles seront pacifiques, elles auront moins de chance d'avoir lieu. La chance n'existe plus que sur le papier ; c'est plus grave que si elle existait dans la réalité. En second lieu, si jamais la révision se produit, elle marquera un compromis, elle restera en deçà de ce qu'elle était à la suite des ruptures d'équilibre qui s'appelaient les guerres. Aux vaincus de l'histoire, il demeurerait l'espoir de la cassure violente. Au vaincu d'aujourd'hui, il ne reste que l'espoir du grignotement. Enfin, une immense

majorité d'Etats victorieux, dont les intérêts sont satisfaits, empêchera toujours la minorité de faire entendre sa voix, justement parce qu'on vote (et à l'unanimité) au lieu de se battre. La paix, c'est-à-dire non seulement l'état de paix, mais une *certaine paix*, celle qu'elle a imposée, ne lui coûte rien, puisqu'elle coïncide avec son intérêt bien entendu. Elle a donc, à proclamer sa volonté de paix, moins de mérite que le vaincu, que lèse cette paix.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous pensons que la « porte ouverte à la révision » jouera précisément contre cette révision. Or — et ceci nous intéresse directement — M. Cambon montre très justement, dans son livre intitulé *Le Diplomate*, que si la Société des Nations avait existé en 1815 ou en 1848, elle aurait sauvé les princes contre leurs peuples, et les petits Etats contre les mouvements unitaires. Ayant pour mission essentielle de s'opposer à la guerre, elle aurait empêché la réalisation des unités nationales, allemande, italienne, grecque, etc. C'est en effet ce que la Sainte-Alliance, gardienne du traité de Vienne, a tenté de faire, mais les mouvements nationaux ont été plus forts qu'elle, et elle a disparu avant eux. Mais encore une fois, à cette époque le vaincu et la révolution se confondent, en France et ailleurs. La Sainte-Alliance se gardait de Napoléon et du libéralisme français à la fois, et considérés par elle comme une seule et même chose. Et d'autre part, les mouvements qui agitaient les autres Etats d'Europe avaient à la fois une face révolutionnaire (visant à modifier l'ordre politique interne) et une face visant à modifier l'ordre politique international ou mieux géographique. Ce n'est que de nos jours que la révolution, devenue exclusivement sociale, ne s'occupe plus de frontières. Et c'est précisément pourquoi, tandis que la Sainte Alliance était surtout dirigée contre la révolution, laquelle incarnait les deux dangers, la Société des Nations a surtout pour but de maintenir l'ordre international et territorial, notamment vis-à-vis des Etats vaincus. Elle fait ce qu'aurait fait la Sainte-Alliance si celle-ci, au lieu de se mêler des affaires intérieures italiennes, allemandes, etc, avait été exclusivement dirigée contre la France et ses alliés éventuels en tant que menaçants pour la situation internationale créée à Vienne. Et ces libéraux allemands, italiens, etc., ne sont-ils pas précisément, dès 1815, les alliés de la France républicaine, semeuse de « libertés », d'une France qui déjà n'existe plus, sinon à l'état d'opinion ? Et si elle n'existe plus, c'est que ses vainqueurs l'ont contrainte de changer de régime, exactement comme l'Allemagne de 1918 a dû changer le sien, cent ans plus tard. A la France la Sainte-Alliance imposa la monarchie ; à l'Allemagne, on a imposé un changement inverse. Mais si, à l'instar de la Hongrie de Béla Kun, l'Allemagne vaincue avait incarné en même temps un danger bolcheviste, ses vainqueurs auraient détruit ce régime comme ils ont tenté de le détruire en Russie, et ici encore, la situation de 1815 se serait exactement répétée. Ou

peut dire également que si, en 1919, la République en Allemagne, et en général le régime républicain, a pu sembler aux yeux des vainqueurs synonyme de démocratie et de paix, en 1815, avec le décalage de l'histoire, c'est la monarchie qui incarne plutôt ces idées, surtout vis-à-vis de Napoléon. En 1815 l'idée de République ne vient pas aussi spontanément à l'esprit qu'en 1920. Elle est trop neuve encore. C'est donc le royaume, et par rapport au roi, Napoléon fait figure d'impérialiste, comme le fera Guillaume II plus tard — le génie en moins. C'est même comme impérialistes et belliqueux, davantage que comme monarques, que tous deux ont été détrônés. Eux partis pour l'Allemagne de 1919, l'absence de souverain, c'est tout naturellement la République ; mais en 1815, l'abdication de Napoléon, c'est le retour automatique des Bourbons. D'ailleurs encore, en 1815, la République française, c'est-à-dire la Révolution, a laissé des souvenirs autrement plus belliqueux que la monarchie. Enfin, la situation de 1820 se répète sur un autre point encore : si le vaincu, sous un régime nouveau, a pénétré dans l'alliance des vainqueurs, les Etats qui incarnent ou contiennent en germe la révolution en demeurent exclus, et les éléments italiens ou allemands jouent alors le rôle que joue la Russie aujourd'hui.

Si maintenant la Société des Nations avait été fondée après la guerre de 1871, également sur l'initiative des vainqueurs et des neutres, elle aurait été obligée de se porter garante du traité de Francfort et du *statu quo* territorial relatif à l'Alsace-Lorraine. C'est la France qui eût été alors surveillée, comme cherchant à modifier en sa faveur l'ordre territorial.

Tout ceci montrera bien à la fois le caractère relatif des irrédentismes, à n'importe quelle époque de l'histoire, ainsi que le caractère naturel des tendances révisionnistes du dernier vaincu.

C'est, ne nous y trompons pas, devant une situation à peu près semblable que se trouve Kossuth, en 1851. Les événements de 48 ont été pour lui une leçon. Il ne va pas en laisser perdre le fruit ; et son *Exposé* est la défense passionnée, rigoureuse, incisive, parfois amère, ou gouailleuse, ou familière, de son pays menacé. Voyons-la de plus près, et laissons de côté pour l'instant tout ce qui en constitue le début, la critique de la centralisation française. (déjà !), l'organisation politique et territoriale de la Hongrie future sur le principe de la démocratie, des deux assemblées politiques, de la création des départements sur une base ethnique, de l'autonomie des départements et des communes, avec des assemblées élues, et enfin, du respect des nationalités.

Kossuth, sans nier l'existence de ce problème, — loin de là, — fait remarquer à Mazzini combien il a été envenimé à dessein par la Russie et par l'Autriche, dans des buts alors identiques (et plus tard opposés), et que la Hongrie, comme plus tard la péninsule balkani-

que, servira à ces deux puissances d'enjeu et même de champ de bataille, coïncée qu'elle se trouve entre le pangermanisme et le panslavisme. Venant aux diverses nationalités qui vivent sur le sol hongrois (il est à remarquer que Kossuth omet les Slovaques, ce qui confirme le fait que le problème slovaque ne se pose pas alors et ne s'est d'ailleurs jamais posé — on l'a inventé après coup, en 1917), Kossuth accorde le droit absolu d'auto-disposition aux Croates, dont le territoire est compact, en bordure de la Hongrie, séparé d'elle par la Drave, (vraie frontière ethnique), et d'ailleurs, déjà autonome. Malgré le précédent Jelasitch, c'est pour la lutte contre l'Autriche que Kossuth fait appel à leur alliance. Il ne demande qu'un même droit d'auto-disposition pour Fiume, *corpus separatum*, le maintien de Peterwardein dans les frontières de la Hongrie, enfin le libre échange pour la Hongrie à travers la Croatie-Slavonie, afin de conserver l'accès économique à la mer. En revanche, il dénie aux Serbes du Baranya, de la Bacska et du Banat le droit de se détacher de la Hongrie, car ils n'habitent pas un territoire compact, et, surtout si l'on compte le Banat en entier, ils ne sont dans ce territoire qu'une minorité (274.000, 354.000 avec les Bouniévatz, sur une population de 1.396.000 habitants). Il est curieux de voir Kossuth user déjà, pour désigner ces régions, du terme de « Voïvodina Serbe ».

Il en va de même pour les Roumains. La Transylvanie est loin d'être comparable, sous le rapport de l'homogénéité tant géographique qu'ethnique, à la Croatie-Slavonie. Loin d'être séparée de la Hongrie par une frontière naturelle, elle lui est intimement liée, elle lui est ouverte de toutes parts, ses vallées y débouchent, et sa frontière naturelle est celle même de la Hongrie, c'est-à-dire qu'elle la sépare justement de la Roumanie. A l'époque de Kossuth, la proportion des nationalités en Transylvanie est à peu près identique à ce qu'elle sera en 1914 : le chiffre absolu est deux fois moindre. Sur 2.100.000 habitants, il y a 1.100.000 Roumains (appelés encore Valaques) qui dépassent donc à peine la majorité absolue, et ceci d'après les statistiques autrichiennes qui favorisent les nationalités non-hongroises. Certes, les Roumains du futur royaume (alors principauté de Moldo-Valachie) ne peuvent songer encore à l'annexion pure et simple de la Transylvanie ; ils demandent l'établissement d'une Confédération danubienne, avec la Hongrie et peut-être d'autres Etats encore ; il n'y aura donc plus, à l'intérieur de la Confédération, de frontières nationales, mais les limites intérieures des provinces seront fixées selon la nationalité. Kossuth voit très bien l'arrière-pensée qui est à la source de ce raisonnement en deux temps. « Ainsi donc, s'écrie-t-il, sous le prétexte de n'avoir point de frontières, on veut délimiter le territoire selon la nationalité. Après quoi, la Grande Roumanie sera fondée, elle se détachera quand elle voudra de la Confédération, dont la durée n'est pas garantie ». Or, poursuit Kossuth, en laissant même de

côté le droit millénaire des Hongrois sur la Transylvanie. L'étendue, la beauté, les richesses de cette province qu'aucun Etat ne céderait de plein gré, il y a le fait que les Roumains, qui sont une très petite minorité dans la Hongrie entière, sont à peine la majorité en Transylvanie propre ; non seulement une grande partie d'entre eux n'habitent pas en Transylvanie, mais ceux mêmes de Transylvanie sont en contact avec les premiers, c'est-à-dire sur la frontière de la Hongrie propre. — et non avec la Roumanie, si ce n'est à l'extrême-nord et à l'extrême-ouest. Ce sont les Sicules, de race hongroise, qui habitent le long de la frontière roumaine, à l'extrémité de la Hongrie, et les Roumains qui habitent l'intérieur. Sans même tenir compte des autres îlots, une délimitation ethnique est donc impossible en Transylvanie. Et surtout, quel Etat accepterait jamais de se défaire ainsi d'une province spontanément et sans raison ? Quel Hongrois surtout accepterait d'immoler aux Roumains ces Sicules qui sont la fleur de la race hongroise et ses antiques défenseurs ? Ainsi la Hongrie devrait faire la guerre à l'Autriche et au Tsar pour les beaux yeux des Roumains et à leur seul profit ? Se suicider après la victoire ? Se démembrer au point de devenir ce qu'elle est aujourd'hui, un pays de plaine, dénué de ressources et étouffant entre des frontières trop étroites ?

Et ceci amène Kossuth à toucher — déjà — un point essentiel, qui n'a peut-être pas été assez relevé au cours des discussions sur le traité de Trianon. L'erreur capitale du traité, et des traités de 1919 en général, a été en effet de considérer à titre égal, pour fixer les frontières, d'une part le pays à diminuer, et de l'autre, non pas le pays à agrandir, mais la seule population de même race habitant l'Etat voisin, et de les mettre pour ainsi dire sur le même pied. Ainsi on a mis en balance la Transylvanie et la Hongrie, au lieu de comparer la Hongrie avec la Roumanie entière, telles qu'on se proposait de les constituer toutes deux. On a oublié, ou feint d'oublier, qu'il n'y avait de Hongrois qu'en Hongrie ancienne, que par suite les Hongrois détachés représentaient une énorme proportion du total des Hongrois, tandis qu'outre les allogènes de Hongrie, il y avait leurs frères de race déjà indépendants, plus ceux qu'ils annexaient encore ailleurs. C'est sur le total de ces deux dernières données qu'il fallait calculer. A défaut des Slovaques, qui n'habitaient guère que la Hongrie, et que l'on a considérés, lors du détachement, comme une nationalité en soi, égale à la nationalité tchèque, quitte à laisser ensuite la seconde absorber littéralement la première, le cas est typique pour les Roumains. On a laissé en dehors de la Hongrie le 33 % des Hongrois, et en dehors de la Roumanie le 4 % seulement des Roumains de l'ancienne Hongrie ; mais cette disproportion est bien plus flagrante encore si on considère, comme l'exige la logique, en face des Hongrois irrédimés, les Roumains irrédimés de Hongrie *par rapport à la Roumanie entière* : ils ne sont pas même 2 %. Et si, en dehors

des frontières de la Roumanie actuelle. il y a en tout environ le 6 % de tous les Roumains, c'est parce que ladite Roumanie actuelle n'englobe pas les Valaques de Serbie ni les Moldaves d'au-delà du Dniester. Mais la Hongrie est étrangère à ces régions. et pour donner à la Roumanie à peu près *tous* les Roumains de l'ancienne Hongrie, il a fallu annexer un million et demi de Hongrois. On a agi exactement de même du côté de l'Allemagne lorsqu'on lui a rogné, avec minutie, un petit territoire silésien peuplé de 18.000 Tchèques, alors que 3 1/2 millions d'Allemands restaient en Tchécoslovaquie. Ici, le télescope; là, le microscope.

C'est sur cet argument que doit s'appuyer tout vrai partisan de la révision. Il doit montrer qu'en rendant même à la Hongrie les 2 millions de Hongrois qui sont en contact avec son territoire, on sacrifie encore plus de Hongrois (1 1/2 million) que de populations slaves ou roumaines, *même additionnées*. La « frange » septentrionale rendue à la Hongrie ôterait bien à la Tchécoslovaquie un million d'habitants (7 1/2 % de sa population) mais à peine 50.000 Slovaques (moins de 3 % de tous les Slovaques et moins de 1 % de tous les Tchécoslovaques). De même, la « frange » orientale rendue à la Hongrie ôterait à la Roumanie 1/2 million d'habitants (3,5 % de sa population) mais à peine 150.000 Roumains (1,5 % des Roumains de Roumanie); à la frange méridionale, une proportion de Serbes plus faible encore. Tandis que 7.300.000 habitants resteraient arrachés à la Hongrie (sans la Croatie-Slavonie) soit 38 % de ses habitants, et parmi eux 1.450.000 Hongrois, soit 13 % de tous les Hongrois. On remarquera que, contrairement à la Conférence de la paix qui s'est trouvée en présence d'Etats à agrandir, nous acceptons ici de prendre pour base la situation actuelle que nous ne reconnaissons pas, et calculons en partant des frontières arbitraires et démesurées des Etats successeurs. C'est un peu comme si Napoléon avait argué des frontières de son Empire, qui s'étendaient jusqu'à Hambourg et à Rome, pour reprocher aux alliés d'ôter à la « France » la moitié de son territoire.

Voilà ce que Kossuth, de son regard d'aigle, aura vu dans l'avenir. Il s'écrie en effet: « La nation roumaine a son existence d'Etat dans la Moldo-Valachie, elle a l'avenir de l'indépendance de cet Etat, et de son agrandissement par la Bucovine et la Bessarabie; qu'elle ne veuille pas faire une conquête de la Hongrie. Nous autres Hongrois nous n'avons pas une existence ailleurs que dans notre patrie. »

En d'autres termes, nous ne pouvons songer à nous agrandir jamais, si nous sommes respectueux de nos principes. Sans même vouloir revenir en arrière (tout en comprenant Kossuth qui, Hongrois, ne pouvait souhaiter une diminution de sa patrie, surtout tandis qu'il offrait de se battre pour les autres), on doit dire aujourd'hui

d'hui que le maximum des pertes à subir par la Hongrie n'aurait jamais dû aller, au sud et au nord, au-delà de la limite ethnique, et qu'à l'est, il fallait non seulement laisser à la Hongrie les Hongrois de la « frange », mais lui accorder encore un nombre de Roumains égal à celui des Sicules qu'elle perdait du fait de leur situation géographique isolée. Chaque nation, à défaut de correspondre exactement à sa « nationalité » respective, eût renfermé du moins un nombre d'habitants égal à la force de sa nationalité. Et c'est sur ces sujets si graves et si révélateurs que le mémoire prophétique de Kossuth donne à réfléchir.

En deux autres endroits encore il s'écrie : « Nous voulons que tous ceux qui habitent la Hongrie soient libres, égaux et frères... (p. 137) ; » liberté, égalité, fraternité à tous les Roumains, à tout peuple qui habite notre pays ; toute garantie imaginable à leurs nationalités... (p. 139) ». Et dans la première partie de son « Exposé » il donne les détails de ces garanties qu'il propose. Elles sont totales. Ce qui veut dire qu'elles vont au-delà de l'esprit de l'époque, et même de tout ce qu'on a imaginé de nos jours pour protéger les nationalités. Elles comportent, en effet, une autonomie qui n'est prévue par aucun des traités dits de minorité (sauf celui concernant la Ruthénie) et qui, bien entendu, dépasse encore davantage la manière dont lesdits traités sont appliqués, tant par les Etats que par la procédure de la Société des Nations elle-même. C'est ce qui les rend si remarquables, en 1851. C'était, ce serait la solution. Mais si Kossuth fut sincère dans ses promesses, d'autres l'ont moins été, d'autres encore n'en ont pas fait du tout, d'autres enfin, après et avant lui, ont pratiqué vis-à-vis des nationalités une politique diamétralement opposée. Quand on lit le mémoire de Kossuth, on pense invinciblement : « Si ce beau rêve avait été réalisé ! » De sorte qu'en dernière analyse, si Kossuth a été prophète, il a été également démenti par l'avenir, et de deux façons : il a été trahi par ceux qui, dans son propre pays, n'ont pas suivi ses vues et n'ont pas observé son attitude vis-à-vis des nationalités ; et — conséquence du premier fait — l'avenir a précisément apporté ce démembrement que Kossuth, bien entendu, repoussait de toutes ses forces, et auquel il ne pouvait croire.

Que Kossuth se soit senti obligé, en 1851, de traiter aussi longuement ce problème, prouve que ce problème avait alors déjà une existence, et une existence brûlante. Si brûlante qu'elle a détruit son pays. Que dirait Kossuth si, revenant à la lumière, il le contemplant ainsi libre mais démembré ? Dire qu'avec sa nation alors presque unanime, il avait voulu prendre la tête de toutes les nationalités de l'Autriche d'alors, contre l'Autriche même ! Aujourd'hui elles sont toutes « libres », du moins officiellement, et la Hongrie avec elles ; mais pour aboutir à ce résultat, il a fallu que bien des « libertés » se scellassent sur le corps même de la Hongrie, condition de sa liberté à elle. Mieux encore, si l'Autriche aussi se trouve démem-

brée, ce n'est pas du fait de la Hongrie. Les hasards, disons mieux, les absurdités de la diplomatie ont voulu qu'en 1914, la Hongrie eût à suivre le sort de ses alliances et les armes mêmes de l'Autriche, qu'elle se battît à ses côtés comme une seule et unique nation, et qu'elle se battît contre l'Italie, son alliée de 48 contre l'Autriche, — contre l'Italie alliée comme elle à l'Allemagne, et qui avait dénoncé cette alliance ! Peu de périodes dans l'histoire, si ce n'est la guerre de Sept ans, offrent des exemples de « renversements » aussi complexes.

Il nous reste peu de place pour souligner comme il le mériterait le passage de l'*Exposé* où Kossuth s'élève contre le système de la centralisation. Tout y serait à citer, tant cette critique est actuelle, surtout en ce qui concerne le régime unitaire dont souffre encore la France — régime qui est la plaie de ce pays. Si Kossuth vivait encore, il mesurerait l'étendue des désastres que provoque cet état de choses, fruit d'une loi « provisoire », dictée à la Convention par les nécessités du Salut public, mais qui, comme tout ce qui est « provisoire » en France, dure encore. La Constitution républicaine, ce sont deux lois de hasard, votées à une voix de majorité et par des monarchistes. L'administration et les institutions de la France actuelle sont encore celles de Napoléon et de la Charte réunies, et depuis un siècle on parle d'une réforme régionaliste sans la faire jamais. Car l'esprit de l'Encyclopédie, féru d'égalité et de symétrie, se survit dans la politique française, toute comme la terminologie républicaine (ainsi les noms des parties) survit à ses causes dans un monde pourtant transformé.

(Genève-Leipzig).

Aldo DAMI.